

La privatisation de la guerre en Afghanistan

La montée en puissance des sociétés militaires

Par Jérôme Larché

Médecin hospitalier, enseignant à l'IEP de Lille, chercheur associé à la Fondation pour la Recherche Stratégique, ancien membre du Conseil d'administration de Médecins du Monde

Historiquement liées aux pratiques de la guerre et plus encore aux *condottieri* de la Renaissance, les entreprises militaires et de sécurité privées (EMSP) ont aujourd'hui succédé aux mercenaires artisanaux, et leur poids économique est devenu considérable. Si l'on se réfère au Document de Montreux, les EMSP sont des « *entités commerciales privées qui fournissent des services militaires et/ou de sécurité. Les services militaires et/ou de sécurité comprennent en particulier la garde armée et la protection de personnes et d'objets tels que les convois, les bâtiments et autres lieux; la maintenance et l'exploitation de systèmes d'armements; la détention de prisonnier; et le conseil ou la formation des forces locales et du personnel de sécurité local* »¹.

Si leur activité en France est étroitement régulée², il s'agit d'un secteur en pleine expansion au Royaume-Uni, évoluant dans le cadre des modifications structurelles du marché de la sécurité³ de l'après-11 Septembre. Cette industrie s'organise, en Europe comme aux États-Unis, pour offrir un visage plus présentable, celui d'un mercenariat éthique, responsable, obéissant bien sûr aux lois du marchés, mais conscient d'intervenir sur des zones sensibles. Pour preuve de cette quête de respectabilité, cette industrie de guerre s'est autoproclamée « industrie de la paix et de la stabilité ». Elle a désormais ses publications, ses instituts de recherche et affirme que la plupart des entreprises militaires et de sécurité privées respectent les codes de conduite éthique, que ce soient celui du groupe de lobbying américain -l'International Peace Operations Association⁴ (IPOA)-, britannique - la British Association of Private Security Companies (BAPSC) ⁵-, ou encore celui édicté récemment à la suite du Document de Montreux – l'International Code of Conduct for Private Security Service Providers⁶ -. En Afrique, elles sont souvent liées à l'industrie

¹ Article 2 <http://www.icrc.org/web/fre/sitefreo.nsf/html/montreux-document-170908>. « Document de Montreux sur les obligations juridiques pertinentes et les bonnes pratiques pour les États en ce qui concerne les opérations des entreprises militaires et de sécurité privées opérant pendant les conflits armés ».

² Article 436-1 du Code Pénal

³ Bearpark, A., et Schulz, S., *The regulation of the private security industry and the future of the market*, in Chesterman, S. and Lenhardt, C., *From Mercenaries to Market: The rise and regulation of Private Military Companies*, Oxford University Press, 2007, 308 pages

⁴ IPOA www.ipoaonline.org

⁵ BAPSC - www.bapsc.org.uk

⁶ <http://www.securitymanagementinitiative.org/>

extractive pétrolière, ainsi qu'aux multinationales opérant dans des pays en conflit ou instables, mais possédant des ressources naturelles en minerais précieux.

Les conflits irakien et afghan ont favorisé leur essor rapide, les rendant indispensables aux opérations militaires d'envergure de certains États. En remettant en cause le principe wébérien du « *monopole de la violence physique légitime*⁷ » étatique, elles ont pu également modifier la nature des conflits, en favorisant la transition de guerre d'« idées » vers des guerres de prédation économique, créant parfois même des « *coalitions dans la coalition* »⁸. Leur présence dominante aujourd'hui en Afghanistan permet de s'interroger sur les conséquences et les dérives de leur utilisation dans le contexte des conflits armés.

La complexité du dernier conflit afghan

La guerre qui se déroule en Afghanistan depuis novembre 2001, incluant désormais les zones tribales pakistanaises, est en train de redéfinir la carte politique de la région. Depuis plus de 30 ans, ce pays connaît une succession de conflits dont les enjeux, les rivalités, et luttes d'influences ont participé à la complexité de la situation actuelle : guerre des moudjahiddins contre l'invasion de l'Union Soviétique en 1979, guerre civile des années 1990 entre les chefs de guerre pour le contrôle des territoires et des trafics, guerre lancée en 2001 par les États-Unis suite aux attentats du 11 septembre 2001 (9/11). A ces « *macro-conflits*, se surajoutent les luttes claniques, ethniques, l'influence persistante de l'islamisme radical des talibans, le trafic d'opium et d'armes, dans un arc allant de l'Afghanistan au Cachemire, en passant par le Pakistan.

La complexité du contexte afghan et le jeu actif des puissances politiques régionales avoisinantes (Pakistan⁹ au premier chef, mais aussi Inde, Iran et Arabie Saoudite), ont toutefois poussé le monde « oriental », et notamment musulman, à une lecture bien différente de celle proposée par les occidentaux. En effet, l'intervention des États-Unis en Afghanistan est encore perçue par beaucoup comme un mouvement stratégique, visant une hégémonie et la poursuite d'intérêts nationaux (stratégiques et économiques) bien compris. Ceux-ci comprennent notamment la volonté d'empêcher l'Iran d'étendre son influence ou d'utiliser les républiques d'Asie Centrale comme bases arrières stratégiques de la région. Les attentats du 9/11 ont également mis le focus sur l'aspect asymétrique des guerres contemporaines, comme la confrontation des réseaux terroristes djihadistes à la première puissance mondiale.

⁷ Weber, M., *Le savant et la politique*, [1919], Paris, Editions La Découverte, 2003, 210 pages

⁸ Pour paraphraser le titre de l'article de Charlier, M. D., « Les sociétés militaires privées en Afghanistan : une coalition dans la coalition », *Revue Défense Nationale*, n°10, septembre 2009, pp. 88-96

⁹ Qui tient à contrôler la future Afghanistan islamique afin de s'assurer d'une profondeur stratégique face à l'Inde

Le renouveau taliban

« 1 271 civils ont été tués et 1 997 ont été blessés, la plupart grièvement », a déclaré récemment Staffan de Mistura, le représentant spécial de l'ONU à Kaboul¹⁰. Par ailleurs, l'attente des populations, particulièrement des pachtones du sud, a été déçue, non par la présence de l'aide internationale, mais par le fait que la majorité des sommes versées au gouvernement afghan ne s'est pas traduite en amélioration réelle des qualités de vie, même sur les besoins fondamentaux que sont la santé ou l'éducation. Les destructions de champs de pavots par les américains¹¹, et par des soldats afghans la plupart du temps non pachtones, donna également aux talibans la possibilité de regagner le soutien des populations en les débarrassant des forces de l'ordre et en leur offrant une nouvelle prospérité. Ceci conduisit à une expansion majeure du nombre de champs de pavots (entre 2003 et 2006), faisant de l'Afghanistan un narco-État, qui assure aujourd'hui la production de 93% de l'opium mondial. Ainsi, la motivation économique et tribale a très probablement surpassé la motivation religieuse de la plupart des insurgés (80% selon certains auteurs¹²), qui se font appeler aujourd'hui talibans. Cependant, seule la solution militaire fut offerte par les américains, rejetant l'idée d'un dialogue avec certains talibans, et provoquant même l'expulsion de diplomates ayant entamé ce dialogue¹³. En 2008, on estimait que les talibans couvraient 72% du territoire afghan¹⁴, contre 54% un an auparavant.

Si aujourd'hui les talibans sont essentiellement implantés dans les régions pachtones, à l'est et au sud, à la proximité de la frontière avec le Pakistan, il est intéressant de noter que leur influence grandit dans des zones comme le nord, à prédominance ouzbèke ou tadjike. Dans ces régions où les pachtones sont minoritaires, la rébellion réactive essentiellement les réseaux du Hezb-i-Islami de Gulbuddin Hekmaytiar. Ces néotalibans n'hésitent pas à recourir, à la différence des talibans de 1994, à des pratiques criminelles (comme le trafic d'opium ou de la contrebande), témoignant aussi d'un pragmatisme et de capacités d'adaptation certaines au nouveau contexte afghan. Enfin, depuis 2008, les attentats suicides sont apparus¹⁵, et n'ont cessé depuis, rivalisant de violence et n'hésitant pas à provoquer la mort de civils afghans. Les stratégies à mettre en place pour répondre au problème des néotalibans sont donc complexes et vitales. Dans cet effort de développement du pays, les américains et l'OTAN doivent aussi veiller à la construction d'un État fort, légitime et qui se préoccupe de sa population. Ce n'est aujourd'hui pas le cas et les élections entachées de fraude de la présidentielle de 2009, comme des législatives de 2010,

¹⁰ http://www.casafree.com/modules/newbb/viewtopic.php?topic_id=44445

¹¹ au moyens de méthodes d'épandage aériens ayant fait leurs preuves en Colombie, mais rendant les gens et les bêtes malades.

¹² Shazad, S.S., *Piège afghan pour l'occident*, in Badie, B., et Vidal, D. (dir), *L'Etat du Monde 2010*, Editions La Découverte, 2010, p. 280.

¹³ Expulsion par le gouvernement afghan de Michael Semple (Union Européenne) et Mervyn Patterson (Nations Unies).

¹⁴ « Struggle for Kabul : the Taliban advance », *International Council on Security and Development*, décembre 2008, p. 5 http://www.icosgroup.net/documents/Struggle_for_Kabul_ICOS.pdf

¹⁵ 14 janvier 2008: attentat contre l'Hôtel Serena (très fréquenté par les occidentaux) par des talibans, vêtus d'uniformes de la police afghane.

ont suscité la préoccupation de nombreux Etats occidentaux. Les autorités américaines adoptent d'ailleurs depuis un ton plus ferme à l'égard de Mr Karzaï, en l'incitant à réduire le niveau de corruption endémique qui gangrène son administration, et qui s'est traduit par le détournement d'importantes sommes d'argent, initialement destinées à l'aide et à la reconstruction du pays¹⁶.

Un rapport récent de l'*International Council on Security and Development*¹⁷ vient d'autre part révéler que l'« *Opération Moshtarak*¹⁸ », offensive contre-insurrectionnelle lancée en février 2010 dans la province du Helmand¹⁹, n'a peut-être pas eu les effets stratégiques escomptés. Considérée comme la plus importante opération militaire depuis l'invasion de 2001 (15 000 hommes mobilisés), et survenant après les premiers envois de renforts américains (qui s'élèveront au total à 30 000 hommes), elle avait pour but de réinvestir une province largement dominée par les talibans et de répondre aux besoins des populations. Bien qu'elle ait permis à l'OTAN de contrôler à nouveau les grands axes routiers, elle a provoqué le déplacement de plusieurs milliers de personnes, faisant grandir le ressentiment de la population à l'égard des forces de l'ISAF, sans renforcer la conviction d'une possible victoire de ces dernières sur les talibans²⁰. Ce rapport pose aussi la question cruciale des moyens employés par la coalition internationale pour résoudre le triple problème du recrutement et de la lutte contre les talibans, des attentes d'ordre économique²¹ et de développement pour la population, ainsi que la gestion des dynamiques des politiques locales. L'échec relatif de cette « approche globale²² » voulue par l'OTAN renvoie aussi à la conduite de la stratégie contre-insurrectionnelle des États-Unis et, parce qu'intégrée à celle-ci, à l'utilisation des EMSP dans le conflit afghan.

Les *contractors* privés : des auxiliaires indispensables

Répondant à la fois aux besoins sur le terrain, à une logique libérale d'externalisation des fonctions militaires pour des raisons économiques, mais aussi à la décision politique de l'administration Bush d'utiliser massivement des EMSP, le conflit en Afghanistan est, après le terrain irakien, le lieu privilégié de présence des *contractors* privés (que nous appellerons

¹⁶ Spiegel, P., Rosenberg, M., "Afghan aid on hold as corruption is probed" *Wall Street Journal*, 28 juin 2010

¹⁷ « Operation Moshtarak: Lessons Learned », *International Council on Security and Development*, mai 2010, http://www.icosgroup.net/documents/operation_moshtarak.pdf

¹⁸ Signifie "ensemble"

¹⁹ 632 soldats ont déjà péri dans la Province du Helmand depuis le début de l'offensive contre-insurrectionnelle

²⁰ En effet, une série d'entretiens - avec 400 hommes afghans de Marjah, Lashkar Gha et Kandahar - menée après l'offensive a montré que 61% avaient un sentiment négatif plus important vis-à-vis des forces de l'OTAN après l'intervention qu'avant, que 59% d'entre eux pensaient que les talibans reviendraient à Marjah, que 67% ne soutenaient pas une présence forte de l'ISAF dans leur province, et que 71% souhaitaient même qu'ils la quittent. Enfin, 67% des hommes interrogés ne croyaient pas que les forces otaniennes et afghanes pourraient vaincre les talibans.

²¹ Le discours officiel sur la destruction des champs de pivot n'offrant aucune alternative économique, et étant refusé par 66% de la population interrogée.

²² "Global approach". Discours du Secrétaire Général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, *Université de Chicago*, 8 avril 2010, http://www.nato.int/cps/en/natolive/opinions_62510.htm. Pour plus d'information sur la « Comprehensive Approach » de l'OTAN en Afghanistan, lire aussi « A Comprehensive Approach to Modern Conflict: Afghanistan and Beyond », *The Quarterly Journal*, vol 6, n°2, été 2007, pp. 1-95

contractors) en situation de conflits. Avant de revenir plus spécifiquement aux EMSP, il est intéressant d'avoir une évaluation dynamique, et notamment quantitative, de l'ensemble des *contractors* privés, afin de mieux déterminer la proportion et le rôle joué par les EMSP en Afghanistan. Paradoxalement, et bien que la présence de toutes ces sociétés privées soit connue depuis le lancement de l'offensive américaine « *Liberté Immuable* » en novembre 2001, le gouvernement américain n'a commencé à rassembler des données fiables²³ que depuis le milieu de l'année 2007 !

Comme en Irak, de nombreuses EMSP ont été engagées en Afghanistan pour fournir toute une gamme de services, incluant protection rapprochée, escorte de convois, protection de bâtiments et d'infrastructures militaires comme civiles, et formation des forces militaires et de police afghanes. Ces EMSP apparaissent désormais indispensables pour mener à bien des opérations de stabilisation, ou pour assurer la sécurité dans les combats. Il est intéressant néanmoins de noter que si le Congrès américain avait donné son accord pour l'utilisation de ces sociétés privées dans les fonctions de support de l'armée américaine, leur place grandissante dans le dispositif de combat et le peu de surveillance réelle dont elles ont fait l'objet, ont amené un véritable débat au sein de l'appareil législatif (mais également militaire) américain sur leur transparence et leur redevabilité (*accountability*). De nombreux rapports font ainsi aujourd'hui état d'un manque crucial de surveillance et de respect des contrats, pouvant être à l'origine de dépenses « inutiles et gaspillées », mais aussi de conséquences délétères sur la stratégie globale (et actuellement, contre-insurrectionnelle) mise en œuvre par les États-Unis et l'ISAF.

Les sociétés militaires privées en Afghanistan : une dynamique américaine

La stratégie de contre-insurrection implique de pouvoir « *nettoyer, tenir et reconstruire*²⁴ » des régions. Pour cela, des forces armées de sécurité et de stabilisation sont déployées. Parmi elles, figurent aujourd'hui des EMSP dont la tâche, d'après le DoD, est « défensive ». Toutefois, plusieurs analystes soulignent que le droit international ne fait pas la différence entre la nature offensive ou défensive, dans la participation aux combats²⁵. De plus, les EMSP ne sont pas placés sous l'autorité du commandement militaire ou de l'autorité civile, mais sont liées par leur contrat. Néanmoins, le DoD considère « de principe » que les *contractors*, et notamment les *contractors* armés des EMSP, font partie des forces opérationnelles globales du DoD.

²³ "Defense Logistics: The Army Needs to Implement an Effective Management and Oversight Plan for the Equipment Maintenance Contract in Kuwait", *U.S. Government Accountability Office* GAO-08-316R, janvier 2008

²⁴ Stratégie du « *clear, hold and build* ». Cela signifie vaincre les insurgés (talibans) et les couper du soutien de la population locale. Ceci peut se révéler très difficile voire impossible car les insurgés, soit font partie de la population civile (situation classique d'une situation insurrectionnelle), soit menacent cette population.

²⁵ Elsea, J. K., "Private Security Contractors in Iraq and Afghanistan: Legal Issues", *Congressional Research Service*, décembre 2009

On compte aujourd'hui plus de 112 000 *contractors* en Afghanistan pour « seulement » 75 100 soldats américains. Cela correspond donc à un ratio *contractors* / troupes à 1,42/1²⁶. L'Afghanistan constitue donc aujourd'hui le terrain où leur proportion est la plus élevée (60% des forces du DoD), dans toute l'histoire des opérations militaires des États-Unis. Leur profil sur le terrain afghan montre aussi des différences significatives par rapport au contexte irakien. On estime en effet que 16 000 d'entre eux (14%) sont américains, que 17 500 (16%) viennent de pays-tiers²⁷, et que 78 500 (70%) sont afghans. Alors que 26% seulement des *contractors* en Irak étaient des « nationaux », ceux-ci représentent désormais 70% en Afghanistan, où il est donc possible de parler d'une véritable *afghanisation* de la contractualisation opérée par le DoD. Nous reviendrons un peu plus loin sur la nature de ces *contractors* afghans et discuterons si les conditions dans lesquelles cette *afghanisation* s'est effectuée, constituent un avantage ou non pour la stabilisation de l'Afghanistan. On peut également mettre en évidence une dynamique quasi-exponentielle de leur nombre sur les années 2008 et 2009²⁸. Celle-ci semble due à la fois à la présence de ceux travaillant pour les 30 000 troupes de l'ISAF mais aussi à l'anticipation du renfort de soldats américains. Selon les estimations, le nombre de nouveaux *contractors nécessaires* pour accompagner ces renforts décidés en décembre 2009 par le Président Obama pourrait aller de 26 000 (fourchette basse) à 56 000 (fourchette haute), ce qui pourrait accroître leur nombre total de 130 000 à 160 000. Le retrait annoncé en 2014 des troupes américaines pourrait accentuer d'autant plus ce phénomène... En Irak comme en Afghanistan, les pertes non comptabilisées des *contractors* permettent surtout de masquer le coût humain réel du conflit, car elles restent largement invisibles pour les citoyens.

Plusieurs facteurs dans la cohabitation entre EMSP et militaires des armées régulières affectent aujourd'hui la conduite militaire des opérations. Tout d'abord, on peut souligner le manque de préparation des forces armées américaines et de la coalition de l'OTAN, aux enjeux posés par la présence de *contractors* armés (sur les modalités de contractualisation, sur la surveillance des activités, sur la planification des activités,...). Le manque de coordination, voire de simple information, entre les EMSP et les troupes gouvernementales du DoD ou de l'OTAN est également problématique. La complexité des situations dans lesquelles ces EMSP sont actuellement employées (Irak, Afghanistan) est renforcée par la mauvaise intégration de ces dernières dans les chaînes de commandement militaire, et par les frictions avec les soldats « réguliers » que cela génèrent. Le statut même des EMSP, dont l'objectif à atteindre est celui déterminé dans le contrat, et non l'objectif politique de stabilisation et de reconstruction (dont les moyens militaires ne sont qu'une partie), peut parfois paraître contradictoire. Enfin, l'existence de milices privées et d'EMSP sans licences, dont l'objectif réel est plus souvent le contrôle de territoires et le trafic de stupéfiants, que la volonté de stabilisation et de reconstruction de l'Afghanistan devient un enjeu préoccupant.

²⁶ Schwartz, M., « Department of Defense contractors in Iraq and Afghanistan: background and analysis », *Congressional Research Service*, juillet 2010

²⁷ Britanniques, Sud-africains, Australiens,...

²⁸ Schwartz, M., « DOD's Use of PSCs in Iraq and Afghanistan », *Congressional Research Service*, janvier 2010

Une impunité et une absence de régulation manifestes

Le manque de troupes gouvernementales internationales (notamment américaines), et la stratégie du « *clear, hold and build* » sont à l'origine de l'utilisation des EMSP, et particulièrement des EMSP illégales (qu'il s'agisse de milices ou d'EMSP sans licences). Cela entraîne désormais de sérieuses interrogations de la part des autorités américaines, afghanes, des Nations-Unies, et des ONG sur les implications politiques et légales générées, et sur la nécessité d'une meilleure régulation de ces activités militaires privées. Au-delà des questions de transparence et de redevabilité, l'utilisation des EMSP par le DoD dans les zones de combat a amené le Congrès américain à une réflexion de fond sur le fait que les EMSP ne doivent pas exercer des « *fonctions invariablement gouvernementales*²⁹ », c'est-à-dire des fonctions exclusivement réservées à l'Etat. Même si ce contexte d'inquiétude partagée a pu favoriser la volonté du Président Karzaï de limiter drastiquement le nombre d'EMSP présents sur le terrain afghan, le manque de contrôle effectif du gouvernement afghan sur les zones situées en dehors de Kaboul rend la perspective d'une régulation efficace et réelle très peu probable. Enfin, les exemples d'abus et de violations des droits humains commis par les EMSP sont nombreux et documentés. En Irak, certaines de ces EMSP sont devenues symboliques des dérives de violences et d'atteintes à la sécurité humaine liées à l'utilisation des EMSP, comme de l'impunité qui en découle. La fusillade de la place Nisour, le 16 septembre 2007, a fait 16 morts, des civils irakiens tués par des *contractors* de la société Blackwater³⁰, rebaptisée Xe depuis. Autre incident relaté, le comportement des membres de la société ArmorGroup, chargée de la surveillance et de la protection de l'Ambassade des États-Unis à Kaboul³¹. En juin 2009, une association de vigilance sur les projets gouvernementaux³² révéla, en effet, de graves et systématiques dysfonctionnements sur le plan contractuel (gardes ivres, nombre insuffisant de gardes, niveau d'anglais insuffisant) mais aussi sur le plan du respect humain (harcèlement sexuel, stigmatisation des gardes afghans, privations de sommeil,...). Ceci a résulté en une interruption de la chaîne de commandement et une perte de confiance profonde envers les responsables de cette EMSP, posant par là même des problèmes de sécurité pour l'Ambassade américaine. Une enquête du sous-Comité du Sénat américain pour la surveillance des contrats menée a pourtant récemment démontré que le DoD avait renouvelé sa confiance à ArmorGroup jusqu'en juillet 2010, avec une possibilité d'extension du contrat jusqu'en 2012.

En tant que civils combattants, les *contractors* de ces sociétés ne bénéficient pas du statut et de l'immunité de prisonnier de guerre, et sont donc théoriquement soumis aux règles du pays dans lequel ils interviennent, mais aussi à un certain nombre de contraintes

²⁹ Luckey, J., R., Bailey Grasso, V., Manuel K. M., "Inherently Governmental Functions and Department of Defense Operations: Background, Issues, and Options for Congress", *Congressional Research Service*, juillet 2009

³⁰ Scahill, J., *Blackwater : l'ascension de l'armée privée la plus puissante du monde*, Editions Actes Sud, 2008, p.13-18

³¹ Sherman, J., DiDomenico, V., « The public cost of private security in Afghanistan », *Center on International Cooperation*, septembre 2009, p 1

³² POGO : Project on Government Oversight

induites dans le « *jus in bello* » du droit international humanitaire. Les EMSP sont-elles donc vraiment des « *objets juridiques non identifiés* »³³ ?

Les *contractors* d'Irak et d'Afghanistan ne rentrant pas dans la définition étroite de « mercenaires » - définie aussi bien par le protocole 1 additionnel de 1977 aux Conventions de Genève que par la Convention du 4 décembre 1989 élaborée sous l'égide des Nations Unies - on voit donc la difficulté, mais pas l'impossibilité, à qualifier non seulement les actes mais aussi la nature même des employés d'EMSP. Toutefois, l'impunité qui paraît aujourd'hui protéger les activités et les dérives des EMSP est une préoccupation réelle. En effet, résultant très souvent d'accords bilatéraux sur le statut des forces armées, elle apparaît préjudiciable à la fois aux populations qui en sont souvent les victimes (position soutenue par les opposants aux EMSP) mais aussi, par les effets contre-productifs qu'elles génèrent, à l'obtention des objectifs stratégiques ou à l'« effet final recherché » (position soutenue par les tenants d'un certain pragmatisme, et notamment les militaires eux-mêmes).

Face à cette tendance lourde de privatisation et d'externalisation de la sécurité, une attitude pragmatique consiste à renforcer la régulation de cette activité, notamment sur les domaines de la formation, de la déontologie, et du contrôle externe³⁴. Les codes de conduite éthique rédigés par les EMSP, le Document de Montreux, le Code de Conduite Global, et une plus grande transparence dans la contractualisation constituent aujourd'hui des pistes de régulation intéressantes à promouvoir et à diffuser. Ces initiatives risquent toutefois de demeurer insuffisantes, si elles ne sont pas associées à la mise en place d'un cadre juridique coercitif adapté à la réalité sociale et économique actuelles des EMSP. En effet, l'impunité quasi-totale - souvent liée à des clauses secrètes dans les contrats entre EMSP, « État contractant » et « État territorial » - dont bénéficient aujourd'hui les *contractors*, porte en elle le risque d'une altération du contrat social entre les États et leurs citoyens mais aussi, de façon plus concrète, peut devenir un élément contre-productif pour les objectifs stratégiques de l'« État contractant », notamment sur les zones de conflits.

L'afghanisation des sociétés militaires privées

On voit donc qu'aujourd'hui, une proportion non négligeable d'entités privées, autorisées ou non par le gouvernement Karzaï, et composées très majoritairement d'afghans, participent activement aux hostilités, la plupart du temps sans contrôle réel de leurs activités et sans chaîne de commandement centralisée. Selon le DoD, 94% (10 712) des 11 423 *contractors* de sécurité privée présents sont armés, et 90% d'entre eux sont afghans. Cette estimation ne prend pas en compte ceux qui effectuent des tâches d'interrogatoires, d'analyse du renseignement ou de formation des forces de sécurité afghanes. Elle confirme néanmoins que l'utilisation massive des *contractors* afghans est un élément important dans

³³ Charlier M. D., « Les enjeux du développement des entreprises militaires de sécurité privée : le cas spécifique de l'Afghanistan », *Diplomatie*, n°43, mars-avril 2010, pp. 66-72

³⁴ Roche, J.J. (dir.), *Des gardes suisses à Blackwater, mercenaires et auxiliaires d'hier et d'aujourd'hui*, Etudes de l'IRSEM, n°2 (1), mai 2010, p. 146

la stratégie de contre-insurrection menée par les États-Unis. Les EMSP Blackwater, Dyncorp et ArmorGroup ont le plus fort taux d'utilisation de personnes venant de pays tiers³⁵.

En plus des avantages supposés liés à l'utilisation des EMSP (rationalisation des coûts, réactivité, expertise), cette externalisation « afghanisée » des fonctions combattantes (offensives comme défensives) pourrait favoriser en théorie l'approche contre-insurrectionnelle qui consiste notamment à mieux accéder aux populations pour « *gagner les cœurs et les esprits*³⁶ ». Toutefois, plusieurs phénomènes peuvent mettre à mal cette solution « univoque » de la contre-insurrection, prônée aujourd'hui par les militaires (notamment par les généraux David Petraeus et Stanley Mac Christal) et par l'exécutif américain, le Président Obama en ayant fait le cœur de sa nouvelle stratégie. Tout d'abord, il n'existe pas une mais plusieurs insurrections aux logiques très différentes³⁷. Le Hizb-i-Islami de Gulbudin Hekmatyar³⁸, le Hizb-i-Islami Khaled et les réseaux de Jalaluddin Haqqani – basés dans la zone tribale pakistanaise du Nord-Waziristan - ont la volonté politique de faire prévaloir les intérêts pachtounes, dans une relation historique avec l'ISI, les services de renseignements pakistanais. Les talibans de la shura de Quetta, qui contrôlent les provinces méridionales de Kandahar et du Helmand, et ceux du mollah Omar aspirent pour leur part à la restauration de l'Emirat Islamique d'Afghanistan, tandis que les volontaires étrangers d'Al-Qaïda, protégés par le « réseau Haqqani », en profitent pour apporter leur expertise et leur idéologie dans la lutte contre les « croisés » occidentaux. Une des rares évaluations chiffrées semi-récente (2006) du nombre d'insurgés³⁹ évalue à 7 000 le noyau de combattants afghans, qui peuvent compter sur un « cercle périphérique » de 10 000 recrues villageoises. A cela s'ajoutent environ 2000 combattants étrangers. Ces chiffres datant de quatre ans, il est probable que leur nombre réel soit plus important aujourd'hui. Enfin, des objectifs beaucoup moins politiques et stratégiques, mais tout simplement liés à l'intérêt de pouvoir continuer un trafic, ou pour venger un proche selon le code d'honneur afghan, alimentent également l'insurrection. Plus passivement, l'oubli de toute une région par l'aide internationale, peut suffire à aliéner celle-ci contre la présence des occidentaux en Afghanistan, et fournir un terreau autant qu'un soutien aux stratégies asymétriques des insurgés⁴⁰. La nature même de l'insurrection est également modifiée par l'apport des nouvelles technologies, comme le rappelle Antonio Giustozzi dans son ouvrage « *Koran, Kalashnikov and Laptop* » où l'expression d'un islam radical sans concession côtoie les

³⁵ McCoy, K., "Uncle Sam wants them", *Contexts*, vol 8, n°1, 2009, p. 17

³⁶ Galula, D., *Contre-insurrection. Théories et Pratiques*, Editions Economica, 2008, pp. 163-164

³⁷ Chareyron, P., « La contre-insurrection à l'épreuve du conflit afghan », *Politique étrangère*, n°1, 2010, p. 91

³⁸ GH cherche également à contrôler les richesses et les routes de contrebandes de l'est de l'Afghanistan

³⁹ Giustozzi, A., *Koran, Kalashnikov, and Laptop. The neo-Taliban insurgency in Afghanistan*, Hurst 2007, 176 pages

⁴⁰ Stratégies asymétriques combinant harcèlement, bombes artisanales (IED), et attentats-suicides importés d'Irak

frontières abolies d'internet et du « village mondial ». En fait, cet « *hinterland virtuel*⁴¹ » permet désormais aux insurgés de bénéficier de véritables « *sanctuaires électroniques*⁴² ».

Les sociétés militaires privées, modèles de la globalisation néolibérale

Aujourd'hui, il paraît légitime de s'interroger sur les conséquences des activités des EMSP, sur leurs dérives opérationnelles et financières, et de leur influence directe sur les orientations stratégiques et opérationnelles de la coalition occidentale en Afghanistan, non pas dans le sens d'une résolution du conflit et d'une amélioration de la reconstruction de l'État afghan, mais plutôt dans une direction qui privilégiera leurs propres intérêts, possiblement inverses de ceux de la coalition. Ainsi, la société MPRI a bénéficié d'un contrat de 200 millions de dollars pour rédiger la doctrine de l'Armée Nationale Afghane (ANA), et 1,8 milliards de dollars pour entraîner les forces militaires afghanes, sans qu'aucune limite de temps ne soit fixée pour atteindre cet objectif⁴³. Cette position éminemment stratégique leur permet ainsi de peser significativement sur la qualité et les modalités d'engagement présentes et à venir de l'armée nationale, et souligne aussi l'importance des enjeux économiques pour ces EMSP qui ont tendance à privilégier malgré tout la rentabilité à court terme de leurs investissements. L'amélioration de la situation en Afghanistan, et l'acquisition de compétences réelles et durables pour l'armée afghane, paraissent-elles répondre aux intérêts immédiats des EMSP⁴⁴ ?

Le « *brouillage des lignes*⁴⁵ » et l'absence de régulation efficace des EMSP renvoient aux principes mêmes de la globalisation néolibérale, prônant la suprématie de la « main du marché » d'Adam Smith et la disparition des frontières, réelles comme virtuelles. Cotées en bourse, intégrées pour beaucoup d'entre elles à des multinationales, adoptant des techniques de marketing comparables aux autres entreprises (même si leur « produit » ne l'est pas), les EMSP abordent les terrains de conflits, la sécurité des humanitaires et les questions de maintien de la paix, comme des marchés à conquérir, à la recherche d'une rentabilité financière immédiate et, si possible, durable.

De façon plus générale, cela nous interroge sur l'étendue possible de l'externalisation et/ou de la privatisation des fonctions gouvernementales (incluant donc les fonctions militaires et de sécurité) et sur la pérennité de ces fonctions dites régaliennes. Cette question est devenue centrale dans la réflexion globale sur l'utilisation des EMSP, que ce

⁴¹ Valeyre, B., Guérin, A., « De Galula à Petraeus. L'héritage français dans la doctrine américaine de la contre-insurrection », Editions CDEF, *Cahiers de la recherche doctrinale*, mai 2009

⁴² Chareyron, P., « La contre-insurrection à l'épreuve du conflit afghan », *Politique étrangère*, n°1, 2010, p. 91

⁴³ Charlier, M. D., « Mercenaires d'Etat en Afghanistan. La guerre sous-traitée à des entreprises privées », *Le Monde Diplomatique*, Février 2010

⁴⁴ Charlier, M. D., « Témoignage et analyse géostratégique en Afghanistan », *Doctrines*, n°17, juillet 2009, pp. 116-119

⁴⁵ Traduction personnelle de « *blurring the lines* »

soit à la Nouvelle-Orléans (après le cyclone Katrina⁴⁶), à Kaboul, à Bagdad, ou encore à Port-au-Prince en Haïti⁴⁷. Certains auteurs affirment que « *la question de savoir si oui ou non, la privatisation de la sécurité porte atteinte aux pouvoirs régaliens de l'État est donc un faux problème qui fait référence à une conception si datée de l'autorité publique que celle-ci a de longue date cessé de s'y conformer*⁴⁸. » La remise en cause progressive de la conception wébérienne des États est-elle néanmoins une question dépassée? Préfigurant l'apparition d'États postmodernes⁴⁹, il semble pourtant qu'elle mérite une attention soutenue, pour anticiper avec justesse les conséquences sur les rapports entre États et citoyens, mais aussi sur les rapports entre États-nations dans le système actuel des Relations Internationales.

Lire la note complète sur le site de la FRS :

<http://www.frstrategie.org/barreFRS/publications/notes/2011/201109.pdf>

Lexique des abréviations :

EMSP : entreprises militaires et de sécurité privées

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

ISAF: International Security and Stabilization Force

DoD: Département américain de la Défense

DoS : Département américain des Affaires Etrangères

USAID : Agence américaine de Coopération et de Développement International

CICR : Comité International de la Croix Rouge

⁴⁶ Scahill, J., « Katrina ou le phénomène des justiciers à outrance aux USA », *Alternatives*, 29 septembre 2005
<http://www.alternatives.ca/fra/journal-alternatives/publications/archives/2005/volume-12-no-02/article/katrina-ou-le-phenomene-des>

⁴⁷ Scahill, J., « Haïti : les mercenaires flairent un marché juteux », *Alternatives*, 20 janvier 2010
<http://www.alternatives.ca/fra/journal-alternatives/publications/dossiers/catastrophe-a-port-au-prince/article/haïti-les-mercenaires-flairent-un>

⁴⁸ Roche, J.J. (Éd), *Des gardes suisses à Blackwater, mercenaires et auxiliaires d'hier et d'aujourd'hui*, Etudes de l'IRSEM, 2 (1), mai 2010, p. 146

⁴⁹ Garcia, T., « Le développement du mercenariat et la privatisation de la sécurité », *Arès*, vol 22, n°56, fascicule 1, décembre 2005, pp. 75-82